

Module contenant un sujet critique 1

Abus et exploitation

Thème 4 Planification et mise en oeuvre

Document 5



Influencer Rôles des parties prenantes dans la protection de l'enfant

Ministère de la santé

- Un grand nombre de problèmes et très peu de ressources budgétaires.
- Aide des donateurs internationaux dans le domaine du VIH/sida, mais pas pour des activités spécifiques.
- Encore peu de gens ont une assurance santé et ils comprennent difficilement son importance. Il est vrai aussi qu'elle peut sembler coûteuse pour certains d'entre eux.
- Un taux élevé de naissances dans les zones rurales associé à des problèmes nutritionnels chez les nouveau-nés en raison du manque d'informations et d'un manque de ressources.
- La planification familiale est encore faible.

Découpez ici





Ministère de l'éducation

- Beaucoup d'enfants et très peu d'écoles bien dotées.
- Il existe des programmes en cours pour la construction d'écoles, mais il en existe très peu destinés à contribuer à l'achat d'équipement ou de livres.
- Le niveau d'éducation dans les zones rurales n'est pas toujours satisfaisant.
- Les enfants ne viennent pas à l'école en raison du manque de ressources. Les obligations familiales empêchent également les enfants de venir dans la matinée, ils ne viennent donc que l'après-midi. C'est pourquoi le taux d'abandon est élevé.
- Même à l'école primaire il ya des problèmes, car les parents ont tendance à garder les filles à la maison, tandis que les employeurs font travailler les petits garçons, avant même qu'ils aient fini leurs études primaires.
- D'habitude, les familles pauvres comptent de nombreux enfants. Il faudrait prendre des mesures, sinon dans quelques années le problème pourrait devenir critique !
- Les enfants qui abandonnent l'école ou qui sont maintenus en dehors du système éducatif sont très vulnérables et les statistiques montrent qu'ils constituent la principale catégorie des victimes d'abus ou d'exploitation.

Découpez ici

Ministère de la culture

- Il existe des fonds pour financer les événements culturels, mais personne n'a été désigné pour les organiser.
- L'équipe ministérielle est réduite et les ministres n'ont pas les connaissances nécessaires pour organiser des événements pour les enfants
- Le ministère a, dans le passé, organisé avec succès des concerts dans les districts.
- Le ministère met actuellement en place une série d'émissions de radio sur la protection contre le sida, en collaboration avec les représentants des médias, financé en partenariat avec le ministère de la santé, le ministère des finances et une ONG internationale

Découpez ici



Ministère chargé de la protection de l'enfance

- Par où commencer ? C'est la question à laquelle il est le plus difficile de répondre !
- Il existe de graves problèmes dans le domaine de la protection de l'enfance. Les dispositions légales ne suffisent pas à y pallier. Les enfants ne vont pas à l'école. Les jeunes enfants tombent malades et ils ne peuvent recevoir aucun soin médical ; quand ils vont à l'hôpital, les parents ne peuvent pas payer et les enfants sont gardés en garantie de paiement. Les parents ont de nombreux enfants à nourrir et à éduquer ; il n'y a pas de manuels dans les écoles ou pas d'activités pour occuper les adolescents, de sorte qu'ils se cherchent d'autres occupations, comme le sexe. Quand il y a un mariage précoce, il n'est même pas signalé, à moins d'un problème avec la jeune mère. Les parents abandonnent encore leurs enfants, et ainsi de suite !
- Des efforts ont été déployés et nous essayons encore de remédier à la situation, mais pour cela il nous faudrait l'ensemble du budget de cinq ans ! Pourrions-nous même dans ces conditions, obtenir les effets escomptés ?
- Les ONG apportent leur aide et demandent toujours ce qu'elles peuvent faire, mais elles tendent à fournir plus de savoir-faire que d'argent.
- Lors de notre dernière rencontre avec le ministre des Finances, ce dernier nous a déclaré qu'il lui était impossible de débloquer davantage de fonds, car il était déjà beaucoup sollicité. Cependant, il a aussi ajouté que d'autres ministères avaient attribué plusieurs budgets à des activités pour enfants ou impliquant des enfants.
- Nous en avons discuté au sein de notre ministère et avons décidé de chercher une solution pour changer la situation et pour rationaliser les activités et les fonds ayant un impact sur la protection des enfants et soutenant les droits de l'enfant.

cut here



Ministère des finances

- Tout le monde veut de l'argent ! Or, quand nous demandons des résultats, personne ne peut nous les montrer. Nous avons déjà investi pour la santé des enfants, pour les campagnes d'informations sur le sida ; nous soutenons les régimes d'assurance maladie (pour chaque famille, nous payons 10 fois ce qu'ils dépensent!) ; nous aidons le système éducatif en finançant les enseignants, les écoles, la formation d'animateurs d'éducation en milieu rural ; nous aidons les enfants pauvres à aller à l'école secondaire et nous devons aussi financer les autres secteurs économiques.
- Nous avons des programmes financés au niveau international ayant une incidence sur la protection de l'enfance, mais rien n'indiquait le succès du programme. Il n'existe pas de contrôle pertinent pour surveiller ce qui se passe et apporter une amélioration. Finalement, nous devons changer l'ordre des priorités !
- Nous avons besoin d'indicateurs, d'un bon processus de surveillance et évaluation finale, ainsi que d'une bonne coordination. Ensuite nous pourrions envisager de dépenser davantage dans ce domaine

Découpez ici

Ministère de la justice

- La réforme du système juridique est un processus continu. Nous ne cessons de le dire à nos collègues du gouvernement. S'ils veulent de nouveaux règlements, lois et dispositions légales pour améliorer leurs activités, ils doivent nous en informer et nous exposer le problème.
- Parfois, il existe des dispositions légales, mais les gens ne les respectent pas, alors, que pouvons-nous faire ?
- Les autorités locales devraient être plus impliquées et nous donner un meilleur feedback.

Découpez ici



Porte-parole des médias

- Nous avons besoin d'un auditoire et nous souhaitons aider les gens à avoir accès à l'information.
- Beaucoup de gens se plaignent du manque d'événements ou d'émissions pour les enfants. Nous essayons d'y remédier, mais nous avons besoin de partenaires pour nous guider et financer notre personnel, le temps d'antenne et les coûts des journaux.
- Nous pouvons négocier les coûts, mais nous avons aussi besoin de plus d'assistance au niveau du contenu de l'événement. Nous avons besoin de pièces de théâtre, de chansons, etc. que nous puissions adapter à la radiodiffusion ou imprimer.
- Nous pouvons également aider les institutions à créer de petites notes d'information, des logos et des messages pour leurs campagnes.

Découpez ici

ONG pour la protection de l'enfance

- Mettre en place des priorités, établir des priorités et coordonner les interventions, voici les principaux défis à relever.
- Personne ne peut changer le monde en un mois ! Nous travaillons dur, mais nous ne pouvons pas couvrir tous les problèmes ou l'ensemble du pays.
- En réalité, notre rôle n'est pas de nous substituer au gouvernement, mais de le soutenir. Nous ne pouvons pas résoudre tous les problèmes, mais nous sommes très conscients de leur existence grâce à nos collaborateurs qui vivent et travaillent dans les villages. Nous pouvons émettre des informations actualisées ; nous pouvons apporter un soutien par nos connaissances et notre expérience au niveau régional ; nous pouvons proposer des approches, mais nous ne pourrions jamais devenir un gouvernement local ni financer toutes les activités demandées.
- Nous avons un bon système participatif de surveillance et d'évaluation qui a été utilisé dans plusieurs pays et est déjà utilisé ici. Des adaptations ont été apportées et le système est fiable.
- Dans la plupart des cas, ce sont non seulement les fonds qui manquent, mais aussi l'information et le personnel qualifié nécessaires pour soutenir la communauté. Il est également évident dans de nombreux cas, que les membres de la communauté attendent que les choses se produisent et ont très peu d'initiatives locales. Ils prennent comme prétexte la pauvreté et abandonnent l'idée d'utiliser les ressources et les solutions locales. Ils auraient besoin de quelques bons exemples.
- Les enfants dans les écoles rurales sont pétris de bonnes idées et ils ont beaucoup de compétences que personne ne prend en considération, comme le chant, la composition de poèmes et de pièces de théâtre, la danse, le sport et les activités manuelles. Le représentant des enfants peut aussi nous donner des idées.





Représentant des enfants

- En général, nous sommes invités à la réunion juste pour être présents, mais personne ne nous écoute.
- Nous pouvons toujours aider, mais nous devons être réellement impliqués ! Il y a beaucoup d'enfants dans mon école qui seraient heureux de soutenir ou de lancer un grand nombre d'activités pour enfants.
- Nous devons être considérés comme des enfants et non pas comme des adultes sous-développés.
- Nous aimerions également savoir ce qu'est devenu tout l'argent déjà investi dans des projets dont nous n'avons vu aucun résultat !

Découpez ici

Représentant des parents

- Cette fois, je vais me faire entendre ! C'est la troisième fois que je viens à une réunion de la sorte et rien ne se passe ! Je n'en connais même pas les conclusions. Tout le monde reçoit des informations par courriel et je n'ai même pas d'ordinateur.
- Cet enfant est un enfant intelligent ... Je l'ai remarqué la dernière fois !
- Il serait bien que ces gens sachent que nous avons réparé les pupitres dans les écoles avec l'argent des parents et avec le soutien des enfants et de certains parents qualifiés. Nous ne pouvons pas attendre que cinq ministres signent un papier ; il faut maintenant un an pour obtenir un accord sur le déblocage de fonds. Les enfants ne peuvent pas rester sous l'arbre pendant la saison des pluies ! Nous ne sommes pas aussi stupides et décontractés que certains le pensent !